

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2013

Entre les années 2012 et 2013, 114 000 postes d'emploi ont été créés, 26 000 en milieu urbain et 88 000 en milieu rural. Ces nouveaux emplois ont profité aux secteurs des "services" avec 101 000 postes, de l'"agriculture, forêt et pêche" avec 58 000 et de l'"industrie y compris l'artisanat" avec 5 000. Le secteur des BTP a, quant à lui, perdu 50 000 postes d'emploi.

Dans ces conditions, le volume global du chômage a augmenté de 43 000 personnes au niveau national, résultat d'une hausse de 47 000 chômeurs en milieu urbain et d'une baisse de 4 000 en milieu rural. Le taux de chômage est passé de 13,4% à 14% en milieu urbain et a baissé de 4% à 3,8% en milieu rural. Au niveau national, il a connu une légère hausse de 0,2 point, passant de 9% à 9,2%.

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

Entre les années 2012 et 2013, la population active âgée de 15 ans et plus est passée de 11 549 000 à 11 706 000 personnes, ce qui correspond à une hausse de 1,4%. Cet accroissement reste en deçà de la hausse enregistrée par la population en âge d'activité (population âgée de 15 ans et plus) estimée à 1,6%. En conséquence, le taux d'activité a connu une baisse de 0,1 point au niveau national passant de 48,4% en 2012 à 48,3% en 2013.

En matière d'emploi, 90 000 postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de cette période, résultat d'une création de 23 000 postes en milieu urbain et de 67 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré a, lui aussi, enregistré une hausse de 21 000 postes en zones rurales et de 3 000 postes en zones urbaines, soit, au total, 24 000 postes créés. Les nouveaux emplois non rémunérés ont concerné principalement le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" (+26 000 postes contre un recul de 2 000 au niveau des autres secteurs) et bénéficié exclusivement aux femmes et ce, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

En conséquence, le volume global de l'emploi est passé de 10 511 000 en 2012 à 10 625 000 en 2013, soit une création nette de 114 000 postes d'emploi, résultat d'une création de 26 000 postes en zones urbaines et de 88 000 en zones rurales. Le taux d'emploi est passé, au cours de la même période, de 44,1% à 43,8%. Il a baissé de 0,6 point en milieu urbain (de 37% à 36,4%) et s'est accru de 0,5 point en milieu rural (de 54,7% à 55,2%).

Le secteur des BTP est le seul secteur ayant perdu des emplois au niveau national

Au niveau sectoriel, le secteur des BTP qui était l'un des principaux secteurs créateurs d'emplois au cours des dernières années (+55 000 emplois comme moyenne annuelle durant la période 2009-2011) a, depuis 2012, entamé une période de récession qui s'est traduite par une perte de 21 000 emplois en 2012 et de 50 000 en 2013. Les pertes d'emploi enregistrées en 2013 correspondent à une baisse de 4,8% du volume d'emploi dans ce secteur. En revanche, tous les autres secteurs ont vu leur volume d'emploi augmenter :

- les "services" avec 101 000 emplois supplémentaires (+2,4% du volume d'emploi du secteur), contre une création moyenne annuelle de 85 000 postes au cours de la période 2009-2012 ;
- l'"agriculture, forêt et pêche" avec 58 000 postes d'emploi nouveaux (+1,4%), contre une réduction moyenne annuelle de 12 000 au cours de la période 2009-2012 ;
- l'"industrie y compris l'artisanat" avec 5 000 postes d'emploi créés (+0,4%), contre une baisse moyenne annuelle de 25 000 au cours de la période 2009-2012.

En milieu urbain, à l'exception du secteur des "services" qui a créé 100 000 postes d'emploi (+2,9% du volume de l'emploi du secteur), tous les autres secteurs ont connu des pertes d'emploi ; c'est ainsi que :

- le secteur des BTP a perdu 53 000 postes d'emploi (-8,3% du volume de l'emploi du secteur) ;
- celui de l'"industrie y compris l'artisanat", 11 000 postes (-1,2%) ;
- celui de l'"agriculture, forêt et pêche", 9 000 postes (-3,5%) ;
- les "activités mal désignées", 1 000 postes.

En milieu rural, quoiqu' à des degrés différents, tous les secteurs d'activité ont contribué à la création d'emplois :

- l'"agriculture, forêt et pêche" avec 67 000 nouveaux postes d'emploi (+1,7% du volume de l'emploi du secteur) ;
- l'"industrie y compris l'artisanat" avec 16 000 (+7,7%) ;
- le secteur des BTP avec 3 000 (+0,7%) ;
- les "services" avec 1 000 (+0,1%) ;
- les "activités mal désignées" avec 1 000.

Légère hausse du taux de chômage et stagnation du taux de sous-emploi

La population active en chômage s'est accrue de 4,1% au niveau national, passant de 1 038 000 en 2012 à 1 081 000 chômeurs en 2013, soit 43 000 chômeurs en plus (+47 000 en milieu urbain contre -4 000 en milieu rural).

En conséquence, le taux de chômage a connu, au niveau national, une légère hausse de 0,2 point, passant de 9% en 2012 à 9,2% en 2013. Selon le milieu de résidence, il s'est accru de 13,4% à 14% en milieu urbain et a baissé de 4% à 3,8% en milieu rural. Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été enregistrées en milieu urbain parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+2,5 points) et les sans diplôme (+1,2 point). En revanche, dans ces mêmes zones urbaines, le taux de chômage a régressé parmi les femmes (-0,2 point).

Concernant le sous-emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus, son volume s'est accru de 966 000 en 2012 à 978 000 personnes en 2013 (de 457 000 à 448 000 personnes dans les villes et de 509 000 à 530 000 dans les campagnes) et le taux de sous-emploi s'est maintenu à 9,2% ; il a régressé de 8,6% à 8,4% dans les villes et a augmenté de 9,8% à 10,1% dans les campagnes.

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

INDICATEURS	ANNEE 2012			ANNEE 2013		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
<i>(les effectifs en milliers et les taux en %)</i>						
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population en âge d'activité ²	14 370	9 484	23 854	14 672	9 558	24 230
Population active	6 145	5 404	11 549	6 218	5 488	11 706
Taux de féminisation de la population active	21,3	32,1	26,3	21,3	33,1	26,8
Taux d'activité	42,8	57,0	48,4	42,4	57,4	48,3
— Selon le sexe						
• Hommes	69,6	79,7	73,6	69,0	79,3	73,0
• Femmes	17,6	35,6	24,7	17,5	36,8	25,1
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	24,5	44,1	33,5	23,1	43,0	32,2
• 25 - 34 ans	58,4	64,1	60,7	59,1	65,3	61,6
• 35 - 44 ans	56,9	69,6	61,4	56,7	69,8	61,4
• 45 ans et plus	36,8	57,8	44,6	36,1	59,0	44,4
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	37,6	58,8	48,6	37,1	60,0	48,9
• Ayant un diplôme	47,5	50,6	48,1	47,2	48,7	47,5
Population active occupée	5 321	5 190	10 511	5 347	5 278	10 625
Taux d'emploi	37,0	54,7	44,1	36,4	55,2	43,8
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	96,0	59,3	77,9	95,9	59,6	77,9
— Salariés	66,4	39,0	56,1	68,1	40,2	57,5
— Auto-employés	33,6	61,0	43,9	31,9	59,8	42,5
Population active occupée sous employée	457	509	966	448	530	978
Taux de sous-emploi	8,6	9,8	9,2	8,4	10,1	9,2
CHOMAGE						
Population active en chômage	824	214	1 038	871	210	1 081
Taux de féminisation de la population active en chômage	32,6	15,7	29,1	31,1	14,2	27,8
Taux de chômage	13,4	4,0	9,0	14,0	3,8	9,2
— Selon le sexe						
• Hommes	11,5	4,9	8,7	12,3	4,9	9,1
• Femmes	20,6	1,9	9,9	20,4	1,6	9,6
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	33,5	8,9	18,6	36,0	8,4	19,3
• 25-34 ans	19,6	4,3	13,2	19,8	4,2	13,2
• 35-44 ans	7,0	2,1	5,0	7,9	2,3	5,6
• 45 ans et plus	2,7	1,0	1,9	3,5	1,1	2,3
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	6,9	2,4	4,0	8,1	2,4	4,5
• Ayant un diplôme	18,2	10,6	16,4	18,2	9,8	16,3

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

(2) Population âgée de 15 ans et plus.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Situation du marché du travail en 2013.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Janvier 2014 N° 197

BULLETIN MENSUEL

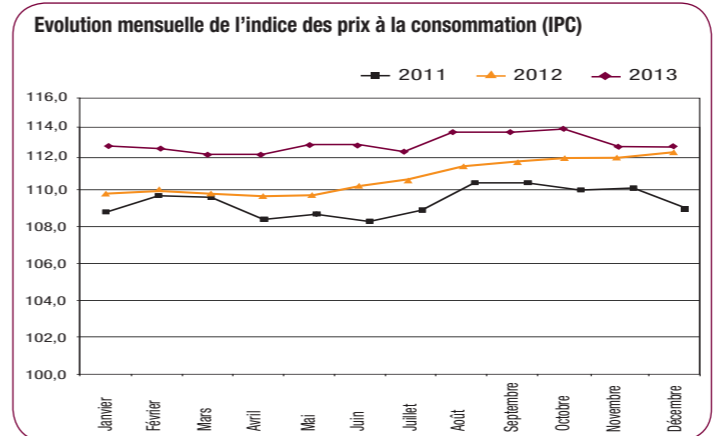
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2013, une baisse de 0,1% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,5% de l'indice des produits alimentaires et d'une hausse de 0,2% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,4% au cours du mois de décembre 2013. Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de 2013, par rapport à celui de 2012, s'établit à +1,9%



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2013	Dec. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	121,0	120,4	-0,5	118,5	121,3	2,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,3	120,6	-0,6	119,1	121,7	2,2
Boissons alcoolisées et tabac	115,6	115,6	0,0	108,5	114,4	5,4
Produits non alimentaires	107,4	107,6	0,2	105,4	107,0	1,5
Articles d'habillement et chaussures	111,2	111,6	0,4	108,2	109,9	1,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	107,1	107,1	0,0	105,3	106,5	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,5	107,7	0,2	107,2	107,4	0,2
Santé	105,0	105,1	0,1	103,8	104,7	0,9
Transport	110,1	110,3	0,2	106,4	109,8	3,2
Communication	59,5	59,5	0,0	68,7	62,4	-9,2
Loisirs et culture	97,4	96,8	-0,6	96,9	97,3	0,4
Enseignement	134,2	134,2	0,0	124,3	131,1	5,5
Restaurants et hôtels	118,5	118,7	0,2	113,3	116,9	3,2
Biens et services divers	112,6	113,2	0,5	110,7	112,1	1,3
Indice général	113,0	112,9	-0,1	110,8	112,9	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2013	Dec. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	111,9	111,8	-0,1	110,1	112,1	1,8
Casablanca	114,8	114,8	0,0	112,9	114,9	1,8
Fès	114,1	113,4	-0,6	110,5	113,2	2,4
Kénitra	112,4	112,1	-0,3	110,3	112,3	1,8
Marrakech	113,4	113,4	0,0	111,0	112,9	1,7
Oujda	114,2	113,2	-0,9	109,6	112,6	2,7
Rabat	110,9	110,9	0,0	108,4	110,5	1,9
Tétouan	111,9	111,7	-0,2	112,0	112,0	0,0
Meknès	114,3	114,4	0,1	112,5	114,9	2,1
Tanger	114,5	114,4	-0,1	111,7	114,7	2,7
Laâyoune	113,1	112,0	-1,0	111,5	112,6	1,0
Dakhla	111,4	111,1	-0,3	110,4	111,8	1,3
Guelmim	112,4	112,4	0,0	110,4	112,5	1,9
Settat	112,3	112,5	0,2	111,4	112,7	1,2
Safi	109,1	108,4	-0,6	105,9	108,2	2,2
Beni-Mellal	111,3	111,5	0,2	111,1	111,7	0,5
Al-Hoceima	112,7	112,4	-0,3	112,2	114,0	1,6
Ensemble	113,0	112,9	-0,1	110,8	112,9	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de décembre de l'année 2013, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Laâyoune avec 1,0%, à Oujda avec 0,9% et à Fès et Safi avec 0,6%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Settat et Beni-Mellal avec 0,2% et à Meknès avec 0,1%. Les hausses les plus importantes de l'IPC annuel ont été enregistrées à Oujda et Tanger avec 2,7%, à Fès avec 2,4%, à Safi avec 2,2% et à Meknès avec 2,1% ; et les moins importantes à Beni-Mellal avec 0,5%, à Laâyoune avec 1,0%, à Settat avec 1,2% et à Dakhla avec 1,3%. Une stagnation a été enregistrée à Tétouan.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	DECEMBRE/DECEMBRE (1)	ANNUELLES (2)
2011	0,9	0,9
2012	2,6	1,3
2013	0,4	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2011	2012	Var. %
Agriculture			
Evolution de l'exploitation forestière			
Exportations (en tonne)	126 412	215 906	70,8
Bois et ouvrages en bois	11 412	14 952	31,0
Liège	8 689	14 475	66,6
Pâte à papier	102 302	123 707	20,9
Papier, carton et ouvrage en papier	4 009	62 772	1465,8

Source : Haut - Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

	Situation de janvier à novembre		
	2012	2013*	Var. %
Energie			
Production nette de l'électricité (GWh)	23 960	24 201	1,0
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	6 821	6 462	-5,3
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	14 525	13 578	-6,5

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2012	2013*	Var. %
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	273 524	268 077	-2,0
Biens	169 392	166 678	-1,6
Services	104 132	101 399	-2,6
dont : voyages	53 369	53 395	-
Importations	391 324	382 902	-2,2
Biens	328 710	324 694	-1,2
Services	62 614	58 208	-7,0
Solde commercial	-117 800	-114 825	
Taux de couverture (en %)	69,9	70,0	
Recettes M.R.E.	54 017	53 854	-0,3

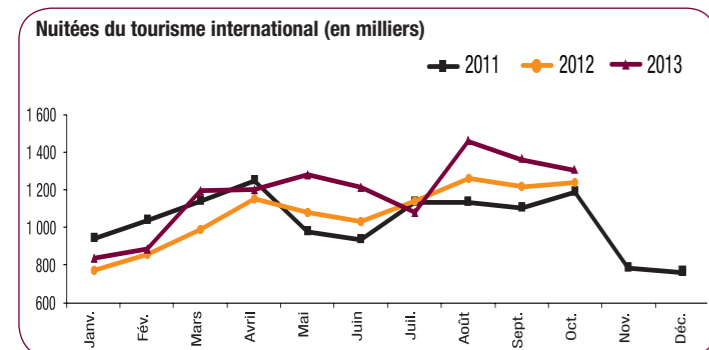
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2012	2013	Var. %
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	14 971	16 310	8,9
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	10 765	11 895	10,5

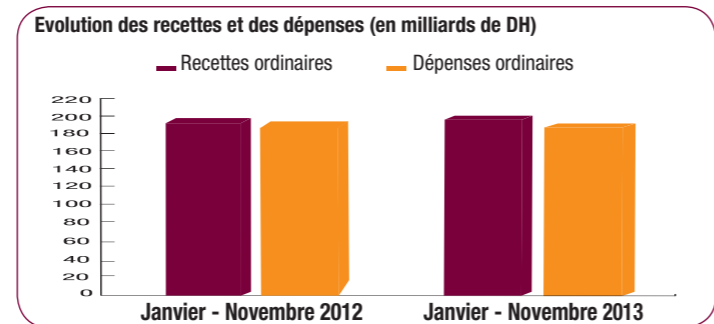
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2012 ^R	2013*	Var. %
Recettes ordinaires	198 759	200 372	0,8
Dépenses ordinaires	193 928	189 535	-2,3
Dette publique	18 838	21 085	11,9
Investissement	38 192	41 917	9,8
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-13 216	-19 455	
Déficit / Excédent global	-46 577	-50 535	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

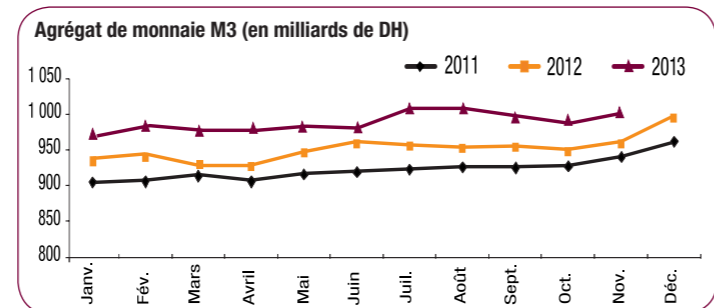


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2012 ^R	2013*	Var. %
Agrégat de monnaie M3	962 472	1 000 031	3,9
Agrégats de placements liquides	364 045	391 992	7,7
Contreparties de la monnaie (1)	962 472	1 000 031	3,9
Créances sur l'économie	813 167	828 686	1,9
Créances nettes sur l'administration centrale	127 516	155 785	22,2
Réserves Internationales Nettes	138 927	145 780	4,9
Ressources à caractère non monétaire	151 838	157 307	3,6
Autres contreparties de M3	34 702	27 087	-21,9

(1) - Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de décembre		
	2012	2013*	Var. %
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	16 214	18 279	12,7
Capitalisation boursière (en millions de DH)	445 268	451 113	1,3
Indice MASI	9 359,19	9 114,14	-2,6
Indice MADEX	7 614,04	7 418,05	-2,6
O.P.C.V.M.	22 Nov. 2013	20 Dec. 2013	Var. %
Nombre	373	373	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	233 059	245 544	5,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Troisième trimestre 2013

Selon les comptes nationaux du troisième trimestre 2013, l'activité économique a été marquée par une amélioration soutenue principalement par l'important rebondissement de l'activité agricole. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) a affiché un accroissement de 4% en volume au lieu de 2,9% la même période de l'année précédente.

C'est ainsi que, la valeur ajoutée agricole en volume, corrigée de variations saisonnières (cvs), s'est accrue de 19,9% au lieu d'une baisse de 8,5% le même trimestre de l'année précédente, alors que celle des activités non agricoles a été, en ralentissement, avec une croissance de 1,6% au lieu de 4,7%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une baisse de 0,5% au lieu d'une hausse de 2,3% durant la même période de l'année précédente. Ceci est dû à :

- La diminution de la valeur ajoutée de l'industrie d'extraction de 3,2% au lieu d'une hausse de 4,7% ;
- La persistance de la baisse de la valeur ajoutée de l'activité de bâtiment et travaux publics malgré un relatif recul de son rythme, cette baisse passant de 0,5% à 0,2% ;
- La stagnation de la valeur ajoutée des industries de transformation après une hausse de 1,4% ;
- Et le net recul du rythme de croissance de l'activité de l'électricité et eau, celle-ci passant de 9,9% durant le troisième trimestre de l'année passée à 1,9% en 2013.

Le secteur tertiaire a, de son côté, affiché un ralentissement de sa croissance passant de 5,8% à 2,8% le troisième trimestre de l'année 2012. Cette tendance est observée en particulier au niveau des :

- Postes et télécommunications, avec une croissance de 8,9% au lieu de 27,1 ;
- Services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 2,4% au lieu de 4,9% ;
- Services financiers et assurances, avec 0,2% au lieu de 4,2% ;
- Services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale, avec 2% au lieu de 6,3% ;
- Et services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, avec 2% au lieu de 4,9%.

Par contre, les autres composantes du secteur tertiaire ont enregistré des rythmes de croissance en amélioration à savoir les hôtels et restaurants de 4,4% au lieu de 2,7% l'année précédente, les transports de 2,9% contre 2,5% et le commerce de 3,1% au lieu de 2%. Au niveau des emplois du PIB en volume, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,7% au lieu de 2,8% la même période de l'année précédente, alors que la consommation finale des administrations publiques, a connu une progression moins forte que l'année précédente, de l'ordre de 4,2% au lieu de 8,1%. Par ailleurs, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré un ralentissement de sa croissance, avec une hausse de 0,5% au lieu de 2,6%. Globalement, la demande intérieure a contribué de 3 points à la croissance au lieu de 2 points une année auparavant.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur côté, ont maintenu leur contribution positive d'un point à la croissance. Les exportations ont, en effet, amélioré leur performance, réalisant 5,6% de croissance au lieu de 4% durant le troisième trimestre de l'année précédente alors que les importations se sont accrues de 2% au lieu de 0,6%. Dans ces conditions, le revenu national brut disponible s'est accru de 6,6% au lieu de 1,5% une année auparavant et l'épargne nationale a atteint 26,4% du PIB au lieu de 24,7% durant le troisième trimestre de l'année précédente.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

en millions de dhs	3 ^{ème} trim. 2012	3 ^{ème} trim. 2013	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	101 762	105 527	3,7
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	28 316	29 519	4,2
Formation brute de capital	55 156	55 452	0,5
Exportations de biens et services	52 374	55 303	5,6
Importations de biens et services	-62 321	-63 591	2,0

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

en millions de dhs	3 ^{ème} trim. 2012	3 ^{ème} trim. 2013	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	215 174	229 420	6,6
Epargne nationale brute	51 369	57 239	11,4

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

	(en millions de dhs)		
Secteur/Branche	3 ^{ème} trimestre 2012	3 ^{ème} trimestre 2013	Glissement annuel en %
Secteur agricole	24 518	29 386	19,9
Secteur non agricole	126 356	128 428	1,6
Pêche	936	954	1,9
Industrie d'extraction	3 253	3 150	-3,2
Industries de transformation	22 150	22 128	-0,1
Electricité et eau	5 869	5 981	1,9
Bâtiment et travaux publics	8 026	8 008	-0,2
Commerce	18 210	18 775	3,1
Hôtels et restaurants	2 987	3 118	4,4
Transports	8 629	8 883	2,9
Postes et télécommunications	15 025	16 358	8,9
Activités financières et assurances	9 172	9 188	0,2
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 311	18 750	2,4
Administration publique générale et sécurité sociale	13 777	14 053	2,0
Education, santé et action sociale	14 175	14 458	2,0
Branche fictive	-7 690	-7 698	0,1
Impôts sur les produits nets des subventions	21 297	21 882	2,7
Produit intérieur brut en volume	172 616	179 576	4,0
PIB hors agriculture	147 458	150 014	1,7
Produit intérieur brut en valeur	207 519	217 249	4,7

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du (PIB) et ses emplois (en %)

